

Inhaltsverzeichnis

15.06.2019 La Liberté	L'OFROU menace de partir.....	2
-----------------------	-------------------------------	---

Seite 12

Régions

Trop à l'étroit, l'antenne de l'Office fédéral des routes voudrait déménager à Yverdon

L'OFROU menace de partir

Pierre-André Sieber

Estavayer Installée dans le chef-lieu broyard depuis une dizaine d'années, la filiale de l'Office fédéral des routes (OFROU) – qui emploie 55 collaborateurs – veut déménager dans le canton de Vaud, à Yverdon-les-Bains. L'information parvenue par la bande aux autorités communales staviacoises et préfectorales broyardes provoque l'incompréhension.

«A l'endroit où l'OFROU se trouve actuellement, à la place de la Gare, les collaborateurs sont à l'étroit, d'autant plus que leur nombre doit augmenter d'une vingtaine», concède André Losey, syndic d'Estavayer. «Mais nous aurons des possibilités dans le projet immobilier du secteur Gare-Casino, où l'OFROU trouverait des locaux adéquats dans les 2 à 3 ans. Nous en sommes au plan d'aménagement de détail, donc à un stade avancé.»

Une question rédigée par la conseillère nationale Valérie Piller-Carrard (ps, FR) est déjà sur le bureau du Conseil fédéral, qui doit y répondre lundi. Au front de ce dossier depuis trois semaines, Nicolas Kilchoer, préfet de la Broye, ne décolère pas. «Ces vellétés confirmées d'aller voir ailleurs nous déplaisent, car nous avons fait des propositions concrètes», souligne-t-il, courroucé.

Recrutement difficile

«Ce déplacement correspondrait tout simplement à l'annulation d'une compensation accordée au canton de Fribourg en 2008 à la suite de la perte du Tribunal administratif fédéral, qui s'est finalement installé à Saint-Gall. Sur le plan pratique, la solution des nouveaux locaux qui seront construits dans le secteur Gare-Casino, à deux minutes de la gare, satisfait tout à fait aux exigences de la filiale de l'OFROU. Parmi les arguments, celui de pouvoir engager plus facilement des ingénieurs français en s'établissant à Yverdon-les-Bains nous a particulièrement choqués.»

L'énervement est d'autant plus fort que la décision de procéder à une évaluation comparative entre Estavayer-le-Lac et Yverdon-les-Bains viendrait du directeur de la filiale de l'OFROU. Voici quinze jours, ce dernier a informé par lettre Olivier Curty, conseiller d'Etat, chef de la Direction de l'économie et de l'emploi, de ses intentions d'aller voir ailleurs. Il invoque entre autres des locaux inadaptés et une mauvaise desserte en transports publics qui rendent difficile le recrutement de personnel, en particulier français...

Le Directeur de l'Economie fribourgeoise lui a répondu en termes assez secs. «La délocalisation de cette activité serait un choc pour la commune d'Estavayer-le-Lac, pour la Broye

fribourgeoise et pour le canton de Fribourg», écrit Olivier Curty. «(...) cette filiale avait été établie à Estavayer-le-Lac en 2008 à titre de compensation fédérale. Le canton de Fribourg avait même participé financièrement à la rénovation des locaux à hauteur de 150 000 francs. Les autorités locales, régionales et cantonales fribourgeoises militeront fermement contre une éventuelle délocalisation.»

Selon Olivier Curty, aucune raison invoquée par le directeur d'antenne de l'OFROU ne tient la route. Des locaux neufs seront à disposition dès fin 2021, début 2022 grâce à la réaffectation du Plateau de la gare. Côté transports publics, la cadence est à la demi-heure depuis 2014. Quant aux arguments de recrutement, c'en est trop. «Nous sommes particulièrement surpris d'apprendre que l'OFROU cible son recrutement sur du personnel frontalier et que ce dernier serait moins enclin à se rendre à Estavayer-le-Lac qu'à Yverdon-les-Bains», écrit Olivier Curty. «D'autres sociétés sises à Estavayer-le-Lac ou dans les environs recrutent des employés frontaliers sans difficulté apparente. Le Service public de l'emploi (SPE) peut vous mettre à disposition ses précieuses compétences dans la recherche et le placement de personnel.»

Invoquant le traitement de la question déposée par la conseillère nationale Valérie Piller-Carrard, l'OFROU réserve ses explications au Conseil fédéral. L'office se borne à dire que les locaux actuels ne suffisent plus et la reprise de 400 kilomètres de routes cantonales dans le réseau national dès le 1er janvier 2020 le contraindra à augmenter le nombre de collaborateurs sur le site broyard. Il doit donc chercher des solutions. Il devrait en débattre prochainement avec le directeur de l'Economie fribourgeoise, qui a exigé une entrevue à laquelle assisteront également le préfet de la Broye et les autorités communales d'Estavayer.

Quant au syndic d'Yverdon-les-Bains, Jean-Daniel Carrard, il précise que la municipalité n'a pas été contactée officiellement par l'OFROU. «Nous accueillerions avec intérêt cette implantation, déclare-t-il. Avec deux sorties d'autoroutes, une route de contournement et un autre tronçon en construction, nous avons de nombreuses relations avec l'OFROU. Tant au niveau de la ville que de l'agglomération, nous avons des problèmes de mobilité à résoudre. Il est clair que notre cité est très bien placée du point de vue desserte tant routière que ferroviaire et pourrait intéresser cet office fédéral.»

«Ces vellétés confirmées d'aller voir ailleurs nous déplaisent»

Nicolas Kilchoer

© La Liberté; 15.06.2019

Les invités étaient arrivés dans ce petit train pour
l'inauguration en 2008 du siège de la filiale de l'OFROU.
Vincent Murith-archives